

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

28 MAI AU 3 JUIN 1992

N° 873

10,00 F

CONTRE DES SOCIÉTÉS VOUÉES AUX PROFITS

Sauvons la planète

A trois jours de la rencontre européenne, samedi 30 mai, contre le projet autoroutier de la vallée d'Aspe (Pyrénées-Atlantique), à quelques jours du sommet mondial de Rio de Janeiro, du 3 au 14 juin, consacré à l'environnement et au développement, il est bon de faire l'état des lieux d'une planète en danger. Bilan d'une catastrophe écologique.

FORETS décimées, sols ravagés, eaux polluées, atmosphère irrespirable, vastes territoires contaminés par la radioactivité... notre Terre est plutôt malmenée. Du Nord au Sud, d'Est en Ouest, pas une région n'est épargnée.

L'économie de profit tue notre environnement. 8 000 tonnes de soufre qui s'enflamment au Havre. Une forêt pyrénéenne malade, avec 10% des résineux qui ont déjà perdu plus de 25% de leurs aiguilles à cause des pluies acides... La France, devenue une poubelle du nucléaire et championne du stockage des déchets. Des centrales dont on ne sait plus quoi faire (que va devenir le surgénérateur de Creys-Malville dans l'Isère ?). Il ne se passe pas une semaine sans que la presse ne révèle une malveillance, une entrave à notre cadre de vie.

Le pire dans ce domaine n'est jamais atteint. La destruction de la forêt amazonienne, l'exploitation abusive des forêts équatorienne et brésilienne, condamnant les populations indiennes et mettant en péril tout l'équilibre en oxygène de notre atmosphère, la couche d'ozone tant citée, rien ne semble contrarier cette dégradation accélérée.

A l'Est, cette dégradation atteint des records à peine imaginables. « J'estime que 15% du territoire russe sont pollués de façon catastrophique par l'industrie », affirme Alexei Yablokov, le conseiller spécial en écologie du président Eltsine.

« L'air est terriblement pollué en

Tchécoslovaquie. Nos industries relâchent environ 25 tonnes de différents polluants par km² et par an. 80% des forêts tchèques sont déjà mortes, et 50% des forêts slovaques. », dit Joseph Vavrousek, le ministre de l'Environnement. Même constat en Pologne ou en Hongrie. « A Budapest, la capitale, et dans les grands centres industriels comme Miskolc, Hpics, Tatabanya, la pollution due aux transports (largement liée à la mauvaise qualité des voitures) et aux rejets des usines, pose de graves problèmes de santé. », précise Karoly Misley, secrétaire d'Etat à l'Environnement en Hongrie. Ceci sans oublier les dégâts du nucléaire, comme l'indique dans son numéro de

(Suite p. 3)



Un cachalot échoué à Fort-Mahon (Somme).
© Philippe Lacoche/AFP.

EDITORIAL

Exit Tapie !

Six semaines. Bernard Tapie sera resté ministre de la Ville durant 52 jours. Hélas pour lui, il n'a pas battu le record de brièveté. D'autres l'ont précédé. Lâché par ses amis socialistes, le très médiatique patron de choc et président de l'OM n'aura pas survécu à la menace du scandale Toshiba, où il risque une inculpation. Sombre démiéte politico-financier avec son ex-associé, le député RPR Georges Tranchant, qui l'accuse d'avoir détourné 13 millions de francs. Quand on sait que des magistrats, à la demande de Bérégovoy, enquêtent sur les finances des clubs de football, Tapie avait tout à fait intérêt à partir au plus vite avant que ce ne soit le gouvernement dans sa totalité, qui soit obligé de déguerpir avant les échéances prévues. Décidément, les socialistes et les médias n'ont pas de chance. Les premiers s'effondrent dans le grand-guignolesque à répétitions... claque électorale, scandales financiers ; les seconds voient leur idole basculer dans le ridicule.

Porté aux nues, cité en exemple comme l'homme qui réussit... le modèle type du gagnant ne serait qu'un vulgaire marchand, dont les comptes (comme le pauvre Maxwell) ne seraient pas très nets. Vrai ou faux ? Complot ou pas ? La gifle est de taille. En langage publicitaire, c'est le bide !

Tapie, ministre de la Ville, a failli être inculpé. Tapie, citoyen modèle plongera (?) dans la fausse facture et l'abus de biens sociaux. Attention, dégâts ! « En ce moment, je souffre ! », a déclaré Tapie au Journal du Dimanche du 24 mai, ceci quelques heures seulement avant sa démission. Il souffre, et nous on rigole. Manière d'écrire, car en fait de rigolade, c'est plutôt un rictus de dégoût vis-à-vis des mascarades des politiciens, avec Tapie en porte-drapeau !

BANLIEUES

La révolte des laissés-pour-compte

Los Angeles, Londres, Liverpool, Paris... les exclus du système se rebiffent. Banlieues ou centres-villes sont le théâtre de violents affrontements. L'Europe, les Etats-Unis... personne n'est épargné.

En France, le gouvernement s'est doté d'un ministère de la Ville. Pourquoi ? Comment ? Quelle est l'efficacité des politiques urbaines ? José Da Costa dresse un premier bilan de la situation au sein des banlieues hexagonales.

POURQUOI cette montée de la crise des banlieues ? Elle est incontestablement due à certains facteurs qu'on peut repérer. Tout d'abord, elle est le fait des jeunes. Ce sont eux qui portent le mouvement et qui clament leur mal-être. Ils sont les grands perdants de la crise économique. Le taux de chômage des moins de vingt-cinq ans en activité est de 18,6% alors qu'ils ne représentent que 9% de l'ensemble de la population active. Un jeune exclu du système scolaire a une probabilité d'être au chômage de quatre à cinq fois plus élevée que ceux qui ont réussi. Nous connaissons tous les processus qui s'ensuivent : stages d'insertion, interim, contrats saisonniers, stages de qualification, et ainsi de suite (1).

Les jeunes sont les premières victimes de la montée des inégalités. Cette exclusion dans une société à deux vitesses ne peut que favoriser le sentiment de révolte et de colère. Malheureusement, ces sentiments ne sont la plupart du temps que des processus d'autodestruction. L'analyse d'un sociologue comme François Dubet est très claire sur ces points. Pour lui, l'exclusion des jeunes s'accompagne d'une disparition de la conscience de classe. Pour eux, le problème n'est plus de se libérer d'une société qui les exploite, mais d'être intégrés dans une société qui les exclut. « Le jeune qui galère n'est pas simplement un chômeur, c'est quelqu'un qui se détruit parce que le monde dans lequel il vit est en train de s'anéantir lui-même. » (2)

Tout cela génère des comportements qui vont d'une série d'actes gratuits (petite délinquance, drogue...) à des phénomènes de bandes. Dans ces conditions, comment s'étonner que les jeunes soient les avant-postes des réactions épidémiques des banlieues ? Tout devient prétexte pour clamer sa colère et son angoisse devant l'avenir.

La formidable violence des mouvements de banlieues (plusieurs morts, incendies...) a réarmé des discours

« La formidable violence des mouvements de banlieues a réarmé des discours d'exclusion et de racisme. »

d'exclusion et de racisme. La politique sécuritaire est en marche. Le Pen et ses sbires font recette et l'immigration est jugée laxiste par une partie de plus en plus grande de la population. Les sondages le démontrent : 52% des personnes interrogées pensent qu'il faut fer-

mer les frontières à l'immigration et 20% qu'il faut renvoyer dans leur pays un grand nombre d'immigrés (3).

L'assimilation immigrés/délinquance devient de plus en plus évidente aux yeux d'une population qui a un sentiment grandissant d'insécurité dû à l'absence de régulation sociale : tout peut arriver. Le sentiment d'abandon compte plus que la gravité des actes. Alors on charge l'immigré de tous les maux. Cette vision réductrice, cette pratique du bouc émissaire ne permet pas de comprendre ce qui se passe autour de nos villes : c'est toute « une partie de la population française qui est peu à peu décrochée de la croissance et de la participation sociale » (4). Les immigrés qui appartiennent aux milieux les plus pauvres sont les plus touchés par cette crise, et de plus, sont stigmatisés comme cause de malaise. L'accès à un logement social dégradé et dévalorisé (on se souvient pourtant que cela représentait une meilleure qualité de vie dans les années 50-60) est synonyme de constitution de ghettos-banlieues, les habitants sans ressources étant chassés du centre-ville vers la périphérie (c'est

(Suite p. 2)

Témoignage sur la vie
dans les territoires
occupés par Israël
de Issa Wachil

P. 4

T2137 - 873 - 10,00 F



F°P. 2520

La révolte des laissés-pour-compte

(suite de la « une »)

l'inverse aux Etats-Unis...). C'est la séparation fonctionnelle de l'espace urbain. Ce mouvement est général dans les grandes villes comme Paris, Lyon, Marseille ou Lille.

La déliquescence du tissu social a entraîné de nombreuses difficultés : dégradation constante des zones urbaines, sous-développement d'une partie de la population, zones à risques...

Ces problèmes n'ont été cependant portés par aucun mouvement de révolte avant 1981. Lors de cet été 1981, le mouvement naît dans un quartier de Venissieux, Les Minguettes, dans la banlieue de Lyon. Profitant du changement politique, les jeunes attirent l'attention pour traduire leurs inquiétudes. Rodéos, voitures brûlées... précèdent les marches des beurs et les créations d'associations. Face à cette montée du « péril jeune », le nouveau pouvoir réagit très vite, et Pierre Mauroy, alors premier ministre, met en place une commission nationale pour le développement social des quartiers, confiée à Hubert Dubedout, maire de Grenoble, qui produira le rapport du même

nom. Ce rapport s'inscrit dans une politique plus large qui voit naître deux autres rapports : celui de M. Schwartz sur l'insertion des jeunes, et le rapport de M. Bonnemaison sur la prévention de la délinquance. Ces rapports visent à s'attaquer à trois questions sociales d'importance : la jeunesse et le monde du travail ; la ghettoïsation de certains quartiers ; le développement de la délinquance.

« Rodéos, voitures brûlées... précèdent les marches des beurs et les créations d'associations. »

Le rapport Dubedout contient la philosophie des politiques actuelles de « développement social des quartiers » transformées en « développement social urbain » (DSU). Le constat est simple : on s'achemine inexorablement vers une société à deux vitesses. Dans les quartiers, les handicaps se multiplient, les logements se dégradent, le taux d'échec scolaire est vertigineux et le chômage atteint des taux records. Tous les indicateurs sont au rouge. Pire, l'image de ces quartiers est désastreuse et les transforme en ghettos. Les nouvelles politiques doivent changer radicalement le mode d'intervention de l'Etat. Il s'agit de mettre en place une nouvelle gestion des problèmes sociaux, largement inspirée du travail social communautaire et des expériences plus ou moins libertaires menées par Paolo Freire en Amérique latine ou Saül Alinsky aux Etats-Unis.

Cette approche globale prend en compte les problèmes collectifs au lieu de traiter les conséquences individuelles, et s'appuie sur la notion de développement social d'un territoire : le quartier. Il s'agit,



dans les intentions du rapport, de reconstituer le tissu social, de donner l'initiative aux individus. Bref, nous sommes passés d'une conception individualiste psychologisante extrêmement moraliste, qui suppose un contrôle social accru (les exemples sont nombreux : RMI, allocation parent isolé...) à une conception territorialisée où l'on se préoccupe plus de l'ensemble des relations dans le quartier (travail, institutions, image du quartier, développement culturel...).

« Il ne peut y avoir de réel développement local sans que la parole des habitants n'émerge. »

Si la démarche théorique est nouvelle et particulièrement attrayante, la pratique est loin d'être satisfaisante. Les acteurs eux-mêmes (chefs de projets, associations...) sont très critiques. Les politiques locales pèsent lourdement sur les décisions et les habitants sont trop peu souvent sollicités. Il ne peut y avoir de réel développement local sans que la parole des habitants n'émerge. Il s'agit de valoriser les populations touchées à travers leur capacité à prendre leurs problèmes en main. Des innovations ont eu lieu : des régies de quartier gérées par des comités d'habitants ont vu le jour. D'autres créations sont expérimentées. Il ne peut, pourtant, y avoir de développement de ces quartiers sans la fin d'un mode de gestion sociale bureaucratique et clientéliste. Le développement n'est possible que s'il y a reconstitution du tissu social, naissance de nouvelles soli-

darités, reconstitution d'une identité d'acteurs sociaux, organisation et régulation collective sur une base de conscience de classe. Il faut mettre fin à la stigmatisation d'une partie de la population (les immigrés, les jeunes) et lutter contre les solutions simplistes de certaines organisations comme le Front national. Ce ne sont pas non plus les partis politiques de droite ou de gauche qui s'y attèleront. Pour mettre fin à ce mal-être, ce mal de vivre, il faut réactiver les « utopies » créatrices de rêves, d'espoir, de lutte. Toutes les meilleures politiques n'y changeront rien si elles n'intègrent pas ces dimensions. Nous vivons une époque de bouleversements sociaux, politiques et économiques impor-

tants. Il s'agit de ne pas nous laisser emporter par le marasme ambiant mais d'inventer sans cesse de nouveaux possibles pour mieux changer notre quotidien.

Jose Da Costa (Humeurs Noires - Lille)

- (1) Denis Clerc, « Jeunes sans avenir », *Le Monde diplomatique*, mai 1991.
- (2) François Dubet, *La galère - Jeunes en survie*, éd. Fayard.
- (3) Sondage Sofres du 23 au 27 août 1991, publié par *le Figaro magazine* du 21 septembre 1991.
- (4) François Dubet, « Problèmes d'immigration ou problème français », *les Cahiers de l'Express*, dossier immigration hors-série n°3, avril 1990.

Festa de l'Espaventau
Ramatuella
Espace culturel
30 mai - 18 h à 24 h

Six heures de musique provençale (flûtes et galoubets de Saint-Tropez, troubadours, chroniques, chansons, musiques et danses des pays d'Oc) Jean-Marie Carlotti, Pierre Méric, Patrick Kouyoumdjian, La Fonfonha...

le monde
libertaire

Rédaction-Administration
145, rue Amelot
75011 Paris.
Tél. : (1) 48.05.34.08.
FAX : 49.29.98.59.

Bulletin d'abonnement

Tarif

	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	35 F	70 F	60 F
3 mois 13 n°	95 F	170 F	140 F
6 mois 25 n°	170 F	310 F	250 F
1 an 45 n°	290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
Pays
A partir du n° (inclus).

Abonnement de soutien

Chèque postal Chèque bancaire Autre

Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication : André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Rotos de l'Île-de-France,
20, rue de la Victoire, 93150 Le Blanc-Mesnil
Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

VILLE

Le plan Tapie

Mercredi 20 mai, en conseil des ministres, Bernard Tapie, l'ancien grand reconstruteur des villes et banlieues, a présenté ses projets pour en finir avec les cités ghettos.

Il voulait ainsi « enrayer la désagrégation du tissu social et lutter contre l'insécurité urbaine ». Pour cela, il fera appel à l'armée, aux patrons et aux chômeurs !

4 000 appelés du contingent seront conduits à travailler dans les quartiers : 1 000 en qualité de policiers auxiliaires, 2 000 dans les écoles et lycées, le solde en lien avec les animateurs sportifs et associatifs...

Les patrons participeront à la création de « maisons de citoyens ». Bouygues, la CGE, Dumez seront sollicités.

En ce qui concerne les chômeurs, 500 contrats d'emploi-solidarité seront proposés à des parents d'élèves, inscrits à l'ANPE, pour assurer l'accueil et la sécurité dans les établissements scolaires.

En prime, ces banlieusards déshérités pourront participer à des « conseils de quartier », évidemment « consultatifs ». Enfin, pour motiver les travailleurs sociaux, Tapie envisageait à la rentrée prochaine une grande manifestation pour « valoriser le travail essentiel qu'ils accomplissent sur le terrain ». Un grand show médiatique, dont il aurait aimé être l'animateur.

Tapie, malgré sa démission du gouvernement, pourra quand même faire profiter de ces mesures les 500 salariés de son entreprise Adidas, menacés de licenciement, et éventuellement méditer plus longuement sur le problème des banlieues si, par malheur pour lui, il était inculpé et emprisonné pour ses sombres histoires financières en rapport avec l'affaire Toshiba et l'Olympique de Marseille.

Alain Dervin
(gr. Pierre-Besnard - Paris)

Sauvons la planète

(suite de la « une »)

mai le mensuel écologiste *Silence* : « Les nouveaux gouvernements des pays baltes ont dénoncé que 300 000 personnes ont été réquisitionnées en 1986 pour aller travailler sur le site de Tchernobyl. Depuis, ces personnes présentent les mêmes symptômes que les survivants d'Hiroshima et 5 000 d'entre-elles nécessitent déjà des soins intensifs... »

Aucune région du monde épargnée, mais aussi aucun élément indispensable à notre survie. L'eau devient une denrée rare. « Elle manque déjà », affirment certains experts. « Un milliard et demi d'hommes n'ont accès qu'à de l'eau souillée. Chaque année, dans le tiers monde, 25 millions d'enfants meurent pour avoir bu de l'eau non potable. Et 80% des maladies sont directement dues à sa pollution », affirme la journaliste Hélène Crie, dans le quotidien *Libération*, du 20 mai 1992.

Quand la pollution industrielle n'y suffit plus, les militaires s'en mêlent. La guerre du Golfe, pour ne reprendre que ce dernier exemple meurtrier, a provoqué une véritable hécatombe écologique. « Vingt fois la marée noire de l'Exxon Valdez [...] la "Tempête du désert" a balayé les dunes et l'hiver pétrolier achève ce qui reste [...]. Les particules de suie, en retombant, ont emprisonné le désert [...]. L'équivalent de 150 millions de barils ont été répandus sur les sables. Les sols et les cultures ont été détruits, brûlés, stérilisés par des dizaines de milliers de tonnes de bombes... », écrit Volodia Opritchnik dans les *Réalités de l'écologie* d'avril 1992.

La terre est bien malade. Malade de ses profiteurs. Malade d'un système qui ne fonctionne que sur l'accumulation pour les uns, la survie pour les autres.

L'actuelle prise de conscience des problèmes d'environnement est là encore plus qu'une urgence. Si les

Etats s'en préoccupent, rien ne garantit pourtant des résultats tangibles.

Comment faire confiance, en effet, à ces structures qui n'ont su jusqu'à aujourd'hui que produire injustices économiques et désastres écologiques. Dans un contexte international, toujours marqué par l'ordre des plus forts, on peut penser que l'écologie sera le nouveau gadget des industriels.

Quelle confiance ?

Certaines améliorations seront peut-être possibles. La traduction politique des sensibilités écologiques en sera un facteur déterminant. Mais si cette sensibilité se cantonne seulement dans une démarche réformiste, de simple contre-pouvoir aux forces de l'argent, ce ne sera que du bricolage. S'attaquer aux véritables causes des problèmes écologiques nous oblige à adopter une démarche radicale en rupture totale avec le système économique actuel. En rester à ce bricolage, c'est à moyen terme faire le jeu des profiteurs, des « patrons verts » !

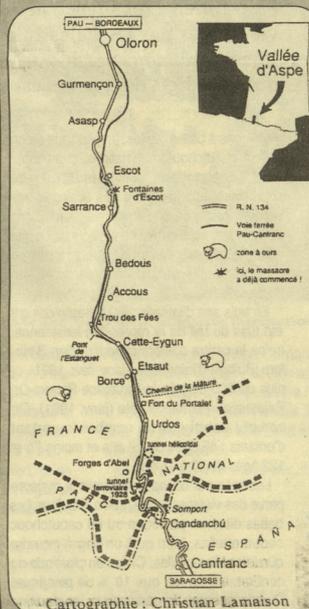
Et puis cette logique réformiste a fait son temps. Et le temps nous manque. La Terre ne peut plus attendre. Avant que les Verts atteignent, ici ou là, les sommets de l'Etat, la planète sera morte !

Alain Dervin
(gr. Pierre-Besnard - Paris)

Pensez à commander le catalogue de la librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

3615 RLIBERTAIRE

Rassemblement européen samedi 30 mai gare de Bedous en vallée d'Aspe



« Sauvons la planète !
- D'accord ! Et commençons par la vallée d'Aspe, territoire de l'ours des Pyrénées ! », écrit Christian Laborde dans son livre *Danse avec les ours* (Régine Déforges éditeur). En effet, l'une des dernières vallées sauvages des Pyrénées risque d'être traversée par un grand axe autoroutier Bordeaux-Pau-Saragosse (ML n° 868, 869 et 872). Aussi plusieurs organisations ont-elles décidé de tout faire pour empêcher la réalisation des travaux du tunnel du Somport. Occupation du chantier, manifestations... les militants écologistes de la région n'ont pas chômé. La vallée d'Aspe représente « un patrimoine naturel montagnard unique en Europe », clament-ils. Les arguments des promoteurs sont « sans fondement », ajoutent-ils. Pour eux, l'accession à l'Europe des pays ibériques, le désenclavement de l'Aragon et du Béarn peut se faire autrement. « Il existe des alternatives : le rail » et un atout : « l'environnement, un capital pour le développement. » Aussi de nombreuses associations écologistes, comme la CSAVA,

SOS-vallée d'Aspe, Aspe Nature... avec le soutien de la Fédération anarchiste, de la LCR, du PC, de la section PS de la vallée d'Aspe, de la Gauche socialiste, d'Entau Pais, des Verts, organisent un grand rassemblement européen à Bedous le 30 mai avec concert et découverte de la vallée.

A. D.

Rassemblement européen le samedi 30 mai, dès 10 h, en gare de Bedous en Vallée d'Aspe, avec accueil dès le vendredi 29 mai et prolongation du rassemblement le dimanche 31 mai. Contact : Collectif Alternatives Pyrénéennes à l'axe européen E7, Maison Bayc, 64660 Asasp-Arros. Tél. : (16) 59.34.53.95 ou 59.84.14.70.

Associations

ART SUBVERSIF

Le squat du Pied-de-biche organise le 6 juin un festival-expo sur l'art subversif et les mouvements révolutionnaires anarchistes à travers le monde (la Commune, Bonnot, Kronstadt, Makho, Durruti...).
Le Pied-de-biche, 6, rue des Lombards, 75004 Paris. Tél. : (1) 42.77.04.75.

AVFT

L'Association européenne contre les violences faites aux femmes au travail publie depuis mars 1992 une brochure : *Projets féministes*. Elle coûte 60 F.
« Projets féministes » c/o AVFT, 71,

rue Saint-Jacques, 75005 Paris. Tél. : (1) 45.84.24.24.
Permanence de l'AVFT, sur rendez-vous, de 9h 30 à 13 h 30.

LIEU-DE-VIE : LE CORAL

Cette brochure de présentation du Coral, ce lieu de vie pour handicapés mentaux que gère notre ami Claude Sigala dans le Gard, vient d'être publiée avec le concours de la municipalité d'Aimargues.
Cette brochure permet de mieux connaître Le Coral. Pour se la procurer, écrivez à : *Lieu-de-vie Le Coral*, 30470 Aimargues. Tél. (16) 66.88.00.12.

Echos de presse

C'est déjà l'été, pourvu que cela dure ! Profitions-en pour continuer nos promenades dans la presse locale et nationale. Moissons choisies.

Les Réalités de l'écologie vient de faire paraître, en collaboration avec d'autres associations, un tiré à part concernant la vallée d'Aspe. Il coûte 5 francs, et vous pouvez vous le procurer en écrivant aux *Réalités de l'écologie*, 8 chemin de Bagnolet, 31100 Toulouse. Tel. : (16) 61.40.98.91. Vous saurez tout sur la lutte dans la « vallée sacrée » (lire ci-contre).

A lire, aussi, le n°31 du mensuel *Infos et analyses libertaires*, de nos amis de Perpignan. Au sommaire (entre autres) : un article d'Edward Sarboni : « Ils ont voté... et puis après » et celui de Serge Laborde : « Economie des années 80 et pauvreté mondiale ». La revue coûte 15 F. Pour se la procurer, écrivez au CES, BP 233 66002 Perpignan cedex.)

Hommage. *Universalia 1992*, le complément de l'année de la très célèbre encyclopédie *Universalia* a consacré, sous la plume de notre directeur de publication,

André Devriendt, en pages 559 et 560, quelques lignes à notre compagnon Maurice Joyeux, décédé en décembre dernier. « Rendre justice sans tomber dans l'anecdote à celles et ceux qui ont contribué [...] à modeler le visage de notre temps », affirme l'introduction au chapitre « Vies et portraits ».

Le dernier numéro du mensuel à grands tirages (333 exemplaires !) *Hôtel Ouisiti* est paru. La rubrique Les gerbes d'or, signée Jimmy Gladiator est plutôt décapante : « ...La gerbe des buveurs de sang [décernée] au gouvernement Birman, pour

avoir tué au cyanure vingt-cinq prostituées séropositives expulsées de Thaïlande. » *Hôtel Ouisiti* coûte 5,16 F. Pour se le procurer, écrivez à *Hôtel Ouisiti*, BP 34, 78802 Houilles cedex.

Enfin, le mensuel *la Tribune de la presse* (n°4, mai 92, 20 F) a vu le *Monde libertaire* n° 864 à les honneurs pour son billet sur Gorbatchev : « Gorby ne "rouble" plus sur l'or ».

Comme quoi nos confrères ont aussi de bonnes lectures !

A. D.

Les conférences-débats de l'Union régionale parisienne de la FA

• Vendredi 12 mai - 20 h 30
« L'anarchisme et le monde du travail : les méthodes d'intervention avec pratiques d'action directe des libertaires ».
Au local du groupe Louise-Michel, 10, rue Robert-Planquette (M° Blanche ou Abbesses), 75018 Paris.

Nouvelles du front

INSOUMIS BASQUES

Le 20 mai s'est déroulé à Bordeaux le procès de deux des trois insoumis basques dont nous vous avons parlé la semaine dernière. Erik Le Chardoy et Nikolas Padrones ont écopé de 10 mois de prison ferme. Jean-François Lefort (Lof), lui, a vu son sort réglé, hier, mercredi 27 à Poitiers. Nous en reparlerons. Toujours est-il qu'à la suite de l'annonce faite du verdict, une manifestation a été décidée pour le samedi 23 mai à Bayonne, devant la mairie. Elle s'est déroulée, si l'on peut dire, comme suit :

- 16 h 45 : près d'une quarantaine de cars de CRS et gardes mobiles arrivent sur le lieu de la manifestation ;
- 16 h 55 : ça grouille de casques en une minute, alors que les manifestants arrivent très vite par petits groupes ;
- 17 h 10 : la manif pourrait commencer, avec 300 à 400 personnes ;
- 17 h 15 : charge de CRS, évacuation de la place de la mairie, les mains sur la tête, alors que le flot des manifestants est canalisé à coups de crosses ;
- 17 h 20 : on compte déjà trois blessés ;
- 17 h 30 : les manifestants, qui le peuvent, se replient sous le porche d'une église, qui est encerclée. Le bilan complet de la manif avortée est de 10 blessés, avec arrestations

à la clef pour propagande antimilitariste et incitation à l'insoumission.

Déjà, à l'occasion de la marche qui s'est tenue entre les 2 et 8 mai, 35 arrestations avaient eu lieu. Parmi les interpellés, 13 personnes ont été inculpées pour « port d'un badge d'incitation à l'insoumission ». Si la rue n'est guère menagée, il en va de même des insoumis incriminés. Erik, lors de son transfert en prison, a pris des coups, quant à son ami Lof, il est à l'isolement.

INSOUMIS TOULOUSAIN

Pierre Serre (appelé à comparaître six fois... dernier verdict : six mois avec sursis et retrait du statut) est repassé en procès le 19 mai à Toulouse. Le Procureur demande à son encontre 6 mois de prison ferme et aucun retrait de statut. Verdict le 11 juin.

« LE JOURNAL DES OBJECTEURS »

Le n° 108 (mai) du *Journal des objecteurs* est paru. Au sommaire : la campagne « Action 5 jours » ; un dossier sur la journée internationale de l'objection de conscience, axé sur la situation en Turquie, en Grèce et à Chypre. *Le Journal des objecteurs* coûte 17 F. En vente à la librairie du Monde Libertaire. *Le Journal des objecteurs*, 26, place Monprofit, 49100 Angers.

NOUVEAUTÉ

« La Main de fer en Palestine »

Christiane Passevent et Larry Portis

La Brochure anarchiste n° 4



Prix : 35 F (port non compris)
Chèque à l'ordre de Publico.
En vente à la librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Brésil : les anarchistes contre le sommet de Rio de Janeiro

Du 3 au 14 juin 1992, Rio de Janeiro sera le siège de la Conférence des Nations-Unies sur le thème : « Environnement et développement ». Cette conférence comptera la présence de plus d'une centaine de chefs d'Etat et de gouvernements, sans parler des milliers de journalistes et autres responsables d'organismes internationaux. Des groupes du Mouvement anarchiste de Rio de Janeiro et du Brésil ont pris l'initiative de rédiger une revue en collaboration avec divers autres bulletins ou magazines existants. Son thème sera la question écologique, et son lancement est prévu pour juin 1992. Il apparaît fondamental aux anarchistes brésiliens de divulguer les propositions anarchistes en ce domaine, et ceci indépendamment du contre-sommet des ONG, pour apporter des contre-propositions face aux solutions néolibérales et environnementalistes appuyées par le capitalisme.

Chypre : objection de conscience

La nouvelle loi sur l'objection de conscience à Chypre permet de faire 34 mois de service non armé dans un camp militaire (!) ou 42 mois de service civil, pour 26 mois de service « normal ». Depuis l'indépendance de l'île (1960), ce sont 200 objecteurs qui ont été emprisonnés. Et la nouvelle loi ne permet pas d'espérer une amélioration de la situation...

LECTRICES & LECTEURS
DU « MONDE LIBERTAIRE »,
AGISSEZ !

Pour tout contact concernant l'action sur la levée du blocus en Irak, écrivez à l'émission « Les Chroniques du nouvel ordre mondial », Radio Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

TÉMOIGNAGE

Les conditions de vie dans les territoires occupés par Israël (II)

Alors que se déroulent des négociations entre Israéliens et Palestiniens, un silence de plomb pèse sur les conditions de vie vécues par les Palestiniens dans les territoires occupés. Issa Wachil nous donne quelques indications dans un rapport qu'il a rédigé, dont le ton est volontairement dépassionné.

T ins à balles réelles, en plastique ou en caoutchouc, arrestations, détentions, déportations, couvre-feux, déni de soins médicaux, fermeture des écoles et universités, asphyxie de l'économie, démolitions de maisons, voilà quelques aspects de ce que vit le peuple palestinien dans les territoires occupés par Israël. Et nous sommes loin d'être exhaustifs.

En trois ans d'intifada, 862 Palestiniens ont été tués du fait de la répression israélienne, selon le centre d'information israélien B'tselem (Bulletin d'information janv.-févr. 1991), et plus de 900 d'après le Database Project On Palestinian Human Rights (janv. 1991). On compte parmi eux un nombre important d'enfants : 46 âgés de 12 ans et moins (?) et 122 âgés de 13 à 16 ans.

Les tués par balles constituent la majeure partie des victimes : 82 % selon B'tselem. Les balles dites en plastique ou en caoutchouc sont mortelles, bien qu'à un degré moindre que les balles réelles. Celles en plastique ne contiennent en fait que 10 % de plastique. Quant aux balles en caoutchouc, les modèles successivement utilisés se sont alourdis en métal et allégés en caoutchouc, et les derniers se sont avérés particulièrement dangereux.

Parmi les tués, 89 l'ont été par suite d'inhalation de gaz « lacrymogène » (dont environ 30 bébés).

Au moins deux types de gaz, dits « CN » et « CS », utilisés par l'armée israélienne, sont reconnus mortels dans des milieux clos. Or, les soldats israéliens n'hésitent pas à lancer des grenades « lacrymogènes » à l'intérieur des maisons et des écoles. Amnesty International confirme dans son rapport du 1er juin 1988 que « les gaz lacrymogènes ont causé la mort de 40 Palestiniens ou y ont contribué ». On a également signalé de nombreux cas de fausses-couches par suite d'exposition aux gaz.

Arrestations et détention

Parmi les blessés (par balles, bastonnades et d'autres formes de violences directes), figurent un nombre important d'enfants victimes de traumatismes graves. Une mission d'enquête de juristes français effectuée dans les territoires occupés (1^{er} juin-11 juin 1989) estime que 50 % des blessures sont occasionnées par des passages à tabac, 25 % par l'inhalation de gaz, 15 % par des balles en plastique ou en caoutchouc, 10 % par des balles réelles. Une mission médicale belge qui s'est rendue dans les territoires occupés en janvier 1989 se déclare « bouleversée » par la gravité de la pathologie par suite des blessures : paraplégies, hémiplégies, amputations, perforations intestinales, fractures multiples... Les fractures volontaires de membres sont une pratique en nette recrudescence depuis que l'ancien ministre travailliste de la Défense, Itzhak Rabin, a donné pour instruction de « briser les os » des Palestiniens. Nombre de blessés sont handicapés à vie.

Les interpellations et arrestations lors des manifestations ou en d'autres circonstances sont généralement accompagnées de mauvais traitements. Le rapport d'Amnesty International d'août 1988 affirme : « La plupart du temps, la force a été utilisée de façon

aveugle et excessive, dans le but de punir et d'humilier. » Des hommes, des femmes, des enfants, des personnes âgées qui, parfois même, n'avaient pas pris part à la manifestation, ont été « battus à coups de matraque, à coups de crosse de fusil, à coups de poing et à coups de pied... »

Les détentions à la suite des arrestations individuelles et des rafles opérées de jour comme de nuit se chiffrent à plusieurs dizaines de milliers. Selon le porte-parole militaire israélien, cité par B'tselem, 3 647 personnes ont été arrêtées et placées en détention (3 005 en Cisjordanie et 642 à Gaza) pour la seule période allant du 15 janvier au 12 février 1991, et qui coïncidait avec la guerre du Golfe. Quelque 9 000 détenus croupissent dans les prisons et centres de détention israéliens dont 4 490 ont été jugés et condamnés par des tribunaux militaires israéliens (Jerusalem Post, 4 septembre 1990). Ces chiffres ne comprennent pas les « détentions administratives », c'est-à-dire extrajudiciaires (sans charges d'inculpation ni procès) pour des durées de trois mois à un an. Le nombre de détenus administratifs dépasse les 10 000 depuis le début de l'intifada.

Les conditions de détention se caractérisent par l'arbitraire et la violence. Depuis décembre 1987, au moins 19 personnes ont trouvé la mort par suite de mauvais traitements, de manque d'hygiène et de déni de soins médicaux. La torture a été dénoncée par diverses sources, notamment par la Ligue israélienne des droits de l'homme.

Dans au moins un des cas de détenus décédés en prison, la Commission Landau (créée avant l'intifada), saisie par maître Felicia Lager, fit suspendre trois membres du Shin Beth accusés d'avoir menti à propos du décès d'un détenu (le corps portait des

traces de sévices) et un autre fut accusé d'être responsable de la mort du détenu « par négligence ».

La torture de femmes palestiniennes dans les prisons israéliennes, notamment à Moscobiyeh, a également été maintes fois dénoncée par l'Organisation des femmes (israéliennes) pour les prisonniers politiques. Les Palestiniennes incarcérées dans certaines maisons d'arrêt se plaignent de harcèlements sexuels, et parfois de viols.

On compte également un nombre important d'enfants de moins de 15 ans, et même de moins de 12 ans, parmi les détenus palestiniens. Leur libération est conditionnée au paiement d'une caution variant de 100 à 1 000 shekels (50 à 500 dollars).

L'installation d'un centre de détention, connu sous le nom de Ketziot, dans le désert du Néguev, en territoire israélien, constitue une violation flagrante de l'article 76 de la IV^e Convention de Genève, qui interdit à la puissance occupante de transférer les « personnes protégées » hors des limites du territoire occupé.

Sous le couvre-feu

Des régions entières sont placées sous couvre-feu et déclarées « zones militaires interdites ». Ces mesures prennent la forme de véritables sanctions collectives. Imposé de nuit ou pour une partie de la journée, le couvre-feu dure parfois plusieurs jours consécutifs.

Il arrive qu'il soit total et s'étende sur des périodes prolongées. Ainsi, en janvier 1988, tous les camps de réfugiés de Gaza, soit quelque 300 000 habitants, étaient sous couvre-feu pendant deux semaines. Depuis mars 1988, le couvre-feu est décrété toutes les nuits à Gaza de 20 heures à 4 heures. Le camp de Jalazoune, en Cisjordanie, a été placé sous couvre-feu continu pendant 42 jours en novembre-décembre 1988.

Plus récemment, au cours de la guerre du Golfe, l'ensemble des territoires occupés a été soumis à un état de siège en bonne et due forme.

Ces mesures arbitraires posent à la population bloquée chez elle de nombreux problèmes matériels. Le ravitaillement devient très difficile à assurer. Les soins médicaux ne sont plus accessibles. L'eau, l'électricité et le téléphone sont coupés. Les forces d'occupation interdisent aux villageois de ramasser leurs récoltes ou de cultiver leurs champs.

Les pratiques israéliennes dans le domaine sanitaire, comme dans ceux de l'éducation et de l'agriculture, peuvent également être assimilées à des « sanctions collectives ».

Alors que les services de santé palestiniens se trouvent déjà saturés et insuffisamment équipés pour faire face au nombre croissant des victimes, l'occupant israélien s'oppose au développement de l'infrastructure sanitaire. Le nombre de lits d'hôpital a diminué de 37 % depuis décembre 1987 et les crédits alloués à la santé dans les territoires occupés ont connu une baisse de 40 à 60 %. Certains hôpitaux sont fermés et transformés en centres de détention. On interdit la construction de nouveaux hôpitaux et l'agrandissement de ceux existants. On fait obstacle à l'achat d'équipements médicaux...

L'armée israélienne entrave les secours aux blessés. Elle retarde volontairement les ambulances aux barrages routiers et il n'est pas rare que les ambulanciers y soient passés à tabac. La mission d'enquête des juristes français signale des cas où, à cause des délais occasionnés, des blessés ont succombé à une hémorragie. Une autre forme d'entrave consiste à interdire aux organisations de secours l'accès de secteurs géographiques entiers.

Les blessés et le personnel soignant ne sont nullement épargnés. De fait, l'armée opère de véritables descentes dans les hôpitaux. Le rapport d'Amnesty International d'août 1988 signale : « Des Palestiniens blessés ont été emmenés de force dans les hôpitaux et roués de coups avant d'être envoyés dans des centres de détention. Des membres du personnel hospitalier, notamment des médecins, ont, eux aussi, été agressés... »

Issa Wachil
(A suivre)

Les Palestiniens et « le Monde »

Le journal Le Monde des 28 et 29 avril a publié deux articles d'un dénommé Patrice Claude intitulé « L'intifada, des pierres à la poudre », qui est particulièrement révélateur de l'optique des médias sur la question palestinienne.

On a déjà eu l'occasion de souligner dans le Monde libertaire la façon particulièrement orientée avec laquelle le droit international est appliqué. Les Palestiniens sont incontestablement du mauvais côté du droit. Pas de chance pour eux. Des résolutions de l'ONU, tout aussi légales, valables, que celles qui ont légitimé la destruction de l'Irak lorsqu'il occupait le Koweït, ne leur sont pas applicables lorsqu'ils sont occupés par les Israéliens.

Patrice Claude consacre le premier de ses articles à ces Palestiniens qui créent des groupes clandestins pour liquider les Palestiniens qui collaborent avec l'occupant. La première remarque qui me vient à l'esprit est que s'il a réussi à interviewer ceux dont il dit qu'ils sont « recherchés par toutes les légions d'Israël », ils ne doi-

vent pas être si clandestins que cela... La façon dont le journaliste traite le sujet est intéressante : on apprend ainsi, détail important, que l'un d'entre eux a les « sourcils fournis », que les autres sont « un peu frustes, un peu paumés, dans un patelin à chèvres » et que lorsqu'ils seront morts dans un accrochage, ils deviendront « d'héroïques "martyrs" de la grande cause palestinienne » [les guillemets sont de l'auteur]. Ils ont, apprend-on encore, de « bonnes têtes de fellahs mal dégrossis, élevés au lait de brebis et saoulés à l'arak ».

Passons sur la présentation raciste des Palestiniens. C'est évidemment le droit le plus strict du journaliste de traiter ce sujet. Il est caractéristique cependant qu'à aucun moment il ne fait référence au caractère illégal, selon les critères auquel se réfère le droit international dont on nous a rebattu les oreilles, de l'occupation israélienne. Dans ses deux articles, cette occupation semble un fait acquis ; la vie des Palestiniens vivant sous l'occupation est vaguement évoquée. Mais surtout, son article accrédite auprès du public l'image d'Epinal de l'Arabe fruste, mal dégrossi, pas civilisé, en somme, à qui au fond l'occupation israélienne ne pourrait qu'être profitable, s'ils voulaient seulement cesser de résister.

René Berthier

EX-URSS

Quelle était rouge ma vallée

LE FAIT que tout se disloque à présent en ex-URSS est depuis peu notoire. Le système est en ruine, les bâtiments également. Saint-Petersbourg, européenne par excellence, a retrouvé par ces « temps de renouveau » son aspect de l'après-blocus. Ses habitants, qui en ont vu d'autres, se sont vite adaptés à cette misère ambiante et offrent en pagaille une belle mentalité de paumés, mendiants, extorqueurs, trafiquants...

Mais c'est comme le festin pendant la peste. Les restaurants sont bourrés de monde, qui l'est également, un taxi gagne par jour l'équivalent du salaire d'un médecin-chef d'un prestigieux institut anti-cancéreux, qui doit refuser les malades faute de pouvoir les nourrir. Un tiers des lits reste inoccupé... Petitesse et décadence. Cette situation, devenue courante, marque la chute de l'empire et laisse la porte ouverte à tous les pronostics sur l'avenir. Radieux ?

Ça, c'est la ville. Tellement grande, avec un tel appétit, qu'on y rattache les villages avoisinants, pompeusement baptisés « micro-arrondissements ». Ils sont légion. Penchons-nous sur le cas de Staro-Panovo.

C'est la campagne. Le désert aussi, sauf autour de l'unique magasin d'alimentation. Il n'y a pas si longtemps, les rayons étaient vides, maintenant ils sont pleins, mais peut-on acheter du saucisson à 260 roubles le kilo, quand on en gagne entre 600 et 800 par mois ? Et les invalides avec une pension de 280 roubles ?...

Descendons dans la vallée. Parmi les vieilles maisons en bois, maisons de poupées aux couleurs pastel, délabrées, recroquevillées sur leurs fondations disparues sous terre, des pseudopalais de briques rouges aux arcades prétentieuses. Grandeur et décadence font bon ménage. Ces « palais » appartiennent à des gitans, si rapidement enrichis par des trafics de toutes sortes explicitement autorisés par un gouvernement omniabsent. A la guerre comme à la guerre.

Dirigeons-nous vers ces cahutes de bois en passant devant une des rares pompes à eau, probablement la seule en état de fonctionnement, car l'eau courante n'a jamais été installée. Cette pompe trône au milieu d'un lac de glace. C'est le lieu privilégié de rendez-vous des gosses, qui y vont remplir leurs seaux rouillés. Ils sont vêtus plutôt de loques, ce qui ne détonne pas dans le cadre environnant. Aussi restent-ils chez eux quand le temps se gâte, école ou pas école.

Entrons dans la première bicoque. La « porte » entrebâillée s'ouvre sur une femme sans âge. On apprend qu'elle n'a que trente-cinq ans, trois enfants, un mari tué dans un accident de travail et une pension misérable, qui, de surcroît, n'a pas été payée depuis quelques mois. Les temps sont à l'économie, comme l'a bien dit Monsieur le Maire.

Les murs sont beaux : ils scintillent, recouverts de stalactites de glace, miroitant dans ce royaume de misère ; pas de chauffage. A quatre dans une des pièces exigües, on a l'impression que la maison s'affaisse sous notre poids.

Ce n'est pas une exception, hélas.

Plus loin, le toit d'une petite maison en bois, sœur jumelle de la précédente, nous envoie son sourire édenté. A l'intérieur, une babouchka de soixante-dix ans. Son mari, paralysé, est allongé inerte dans un lit de fortune. Les larmes coulent sur ses joues, depuis des années. Sa pension d'invalidité ne suffit pas à les nourrir. La babouchka est obligée de travailler la nuit. Un Lénine en métal trône sur la commode. « Ce n'est pas de sa faute », murmure la vieille.

Croit-elle que tout ça va changer maintenant ?

Un rire toussoté nous accompagne jusqu'à la planche en bois qui fait office de porte. On promet d'essayer de l'aider. Elle hoche la tête sans y croire. D'ailleurs, on n'aime pas les journaliers par ici. Il y en a un, d'une télé, qui fait souvent des descentes, pour faire l'autopsie : ça rapporte.

Non, la vallée n'est pas rouge. Elle est blanche. La neige a recouvert le sang des blessures.

Staro-Panovo. Russie. A l'aube du ving-et-unième siècle.

Vladimir Naoumov et Stéphane Guimov

Pour « le Monde libertaire », un soutien efficace : l'abonnement !

ITALIE

« Non à la répression ! »



A Pise, le groupe Région-toulonnaise de la FA donne l'exemple de la solidarité internationale.

C'est à Pise, ville de longue tradition anarchiste, que s'est déroulée le samedi 9 mai, à l'appel du groupe local de la Fédération anarchiste, une manifestation nationale contre la répression dont le mouvement anarchiste se trouve actuellement être la victime de la part de l'Etat et des fascistes (tentatives d'incrimination, provocations, procès...). Cette manifestation avait pour but de dire « non » au racisme, au fascisme et à toute forme de discrimination, et de dire « oui » à la liberté d'expression, aux espaces autogérés (centres sociaux autogérés), à l'auto-organisation des travailleurs et à la libération de tous les insoumis.

Autre point fort de cette mobilisation : celui en mémoire de Franco Serantini, jeune anarchiste assassiné par la police en 1972 lors d'une manifestation contre la tenue d'un meeting fasciste à Pise (1).

Partie de la gare, la manifestation, rassemblant quelque deux mille personnes, a parcouru les principales artères de la ville pour se terminer par des prises de parole sur la place S. Silvestro (2).

Notre compagnon Pippo Gurrieri a, notamment, tenu à rappeler les problèmes de l'heure, auxquels les anarchistes ont à faire face, et ceux des luttes à mener contre l'oppression et l'exploitation.

Pour notre part, nous avons tenu, par notre présence, à témoigner de notre réelle solidarité internationale et de la nécessité de développer celle-ci.

La soirée s'est terminée par une fête au travers de concerts et de chansons.

Viva l'Anarchia !

Groupe Région-toulonnaise de la Fédération anarchiste

(1) Un livre vient de paraître sur F. Serantini, avec de nombreuses photos inédites. Cet ouvrage est disponible contre 95 F (port compris), en écrivant au Circolo Culturale F. Serantini, C.P. 247, 56 100 Pisa, Italie.
(2) Place où est érigé un monument à la mémoire du compagnon.

L'EUROPE DU FRIC ET DES FLICS

La Suisse candidate au FMI

Pour la première fois depuis la création des institutions de Bretton Woods en 1944 (Fonds monétaire international et Banque mondiale) les citoyens d'un Etat ont eu à se prononcer pour dire s'ils souhaitaient que leur pays rejoigne ces deux instruments de l'impérialisme capitaliste. C'est 56 % des votants suisses qui ont répondu par l'affirmative lors du scrutin qui a eu lieu le week-end des 16/17 mai. L'idée était pourtant loin de faire l'unanimité. L'extrême gauche dans son ensemble s'était associée à certains milieux tiers-mondistes pour lancer un référendum contre la proposition du Conseil fédéral. Au total, plus d'une centaine de partis, associations, syndicats, groupes et mouvements ont appelé à voter contre un FMI qui est synonyme de faim, misère et inflation dans le tiers monde et agit en véritable office de poursuite des riches à l'encontre des pauvres. Les plans d'ajustement structurel de sinistre réputation sont responsables, selon l'UNICEF, de la mort de 500 000 enfants chaque année et, comme par hasard, la réapparition du choléra en Amérique latine coïncide également avec l'application des coupes sombres dans les budgets sociaux imposés par les sbires du FMI. Malheureusement, les associations humanitaires, tout comme le parti socialiste, étaient divisés sur la question. Il paraît que l'attitude du FMI et de la BM aient

changé dernièrement, qu'ils se montrent depuis peu plus attentifs aux besoins des couches défavorisées en matière de santé et d'éducation. Tout cela, nous disaient-ils, se traduirait par la mise en place de prétendus filets de sécurité (fameux, ce filet de sécurité, soit dit en passant, qui se réduit pour le chômeur algérien à une allocation mensuelle de 140 dinars, soit, au cours officiel surévalué, l'équivalent de 28 FF !). Plus cocasse encore est l'argument invoqué par les partisans du oui qui ont prêté une oreille complaisante aux

Suisse au FMI et la Banque mondiale le signe que le pays était enfin prêt au type d'ouverture sur le monde qui semble le désir le plus cher de nos gouvernants depuis quelques années (en 1986, 75 % des Suisses avaient refusé l'adhésion à l'ONU). Aussi, selon le vieil adage qui dit qu'il faut battre le fer tant qu'il est chaud, Berne a annoncé le lendemain même le dépôt d'une demande d'adhésion à la CE. L'affaire était dans l'air depuis pas mal de temps. Après avoir été franchement opposés, puis modérément attentifs, les gui-

lorsqu'ils coupaient le ruban de quelque foire agricole, sont qualifiées d'archaïsmes sympathiques à réformer d'urgence. Ah ! qu'elle fait envie, cette Europe, avec ses 20 millions de chômeurs et ses 50 millions de pauvres, avec sa bureaucratie, mais, avant tout, avec son marché de près de 400 millions de consommateurs ! Un paradis pour marchands et banquiers, un vrai rêve de carrière pour nomenklaturistes en puissance ! Et surtout, on pourra déréglémenter en paix. Lorsque le peuple sera mécontent, on dira, sorry, c'est Bruxelles qui l'a décidé, nous n'y sommes pour rien. Et, un peu plus tard, grâce à l'armée européenne, on pourra mater des dictateurs du type Saddam Hussein, on ira guerroyer de temps à autre en terre lointaine refaisant ainsi, en cas de crise, l'unité intérieure sous le prétexte de causes sacrées ou de droit international. En ce moment, nous assistons non seulement à la fondation d'un nouvel empire, mais nous y sommes partie prenante.

Il se pourrait que le Conseil fédéral se trompe. Le FMI et la Banque mondiale, après tout, n'intéressaient que de loin le Suisse moyen. L'adhésion à l'Euff (l'Europe du fric et des flics) le touchera directement. Alors, la bataille est loin d'être gagnée, non-obstant tout le tapage médiatique en faveur de l'adhésion à la CE.

De notre correspondante helvétique

« Lorsque le peuple sera mécontent, on dira, sorry, c'est Bruxelles qui l'a décidé, nous n'y sommes pour rien. Et un peu plus tard, grâce à l'armée européenne, on pourra mater des dictateurs du type Saddam Hussein. »

protestations de bonne foi des membres du gouvernement qui, la main sur le cœur, jurèrent que la Suisse défendait au sein des institutions de Bretton Woods une aide au développement soucieuse des plus nécessiteux. Quand on sait que ce seront des délégués de la Banque nationale qui y siègeront et qu'on a encore jamais vu un banquier défendre autre chose que l'intérêt du fric et de ceux qui en ont, tant de candeur fait peine à voir.

Nos sept sages de Berne ont cru déceler dans le scrutin favorable à l'adhésion de la

gnois de Berne (au sens étymologique du terme, puisque manipulés par ceux qui détiennent le vrai pouvoir, le pouvoir économique) ont fini par déclarer qu'hors de l'Europe de Bruxelles, il n'était point de salut pour l'Helvétie ! Subitement, la neutralité (qu'il faudra bien abandonner pour pouvoir s'intégrer dans une défense européenne) nos institutions démocratiques (qui passeront à la trappe pour permettre le transfert de pans essentiels de la souveraineté de Bruxelles) qui faisaient il y a peu encore bomber le torse de nos magistrats

Pour ne penser qu'à l'amour

Le titre choisi pour le spot de la campagne du secrétariat aux Droits des femmes, « La contraception, pour ne penser qu'à l'amour », pouvait sembler bien osé en ces temps de retour à l'ordre moral.

Petite bouffée d'oxygène, il aurait pu être. Fumée de feu de paille, il sera.

Ainsi l'a décidé Pierre Bérégovoy, premier ministre de son Etat, le 7 mai dernier à cinq jours du lancement de l'opération : la campagne est reportée *sine die*, autrement dit annulée, pour des « raisons financières et techniques », nous transmettons en haut lieu. Ne serait-ce pas plutôt pour des raisons d'incitation à la débauche ?...

Et pourtant, chacun s'accorde sur l'urgence d'une campagne nationale relative à la contraception en direction de la jeunesse. Les jeunes sont sous-informés quant à leur droit spécifique en la matière (gratuité et anonymat dans les centres de planification) ; encore 6 000 maternités par an chez les jeunes de moins de 18 ans ; le nombre d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) avait diminué ces dix dernières années mais il remonte dangereusement. En outre, la campagne, tant au niveau du spot télévisé que de la brochure, visait la prévention des maladies sexuellement transmissibles, notamment le SIDA.

Divers ministères (Droits des femmes, Santé, Education nationale) avaient mis en commun leurs moyens avec des associations comme le Planning familial pour organiser une campagne nationale sous forme de spot télévisé, qui aurait ensuite été diffusé dans les cinémas cet été, de brochures et d'un numéro de téléphone azur (mi-payant). 700 établissements scolaires, avec leurs équipes éduca-

tives, étaient prêts à servir de relais auprès des jeunes. C'était la deuxième campagne de toute l'histoire de la contraception en France, la première ayant été lancée du temps où Yvette Roudy était ministre, et cela avait eu un certain impact.

Les commandos anti-IVG redoublent d'activité (1), la politique de santé ne garantit aucun droit en matière d'avortement et de contraception (réductions d'activité et fermetures de centres, déremboursement et non-remboursement des pilules...) : c'est cela que dénoncent les organisations rassemblées dans la coordination qui a organisé en janvier dernier les Etats généraux « L'Amour est à nous ». Mais n'y a-t-il pas intérêt à dénoncer la conjonction d'intérêts entre la droite réactionnaire, la droite extrême et les socialistes roses bon teint ? N'oublions pas que Bérégovoy est pour le salaire maternel, et était contre le remboursement de l'IVG en 1982. Les cléricaux ont encore gagné une partie : celle de s'être bien installés au Parti socialiste et au gouvernement. Comme à la CFDT, il y a quelques années, où ils avaient su évincer les progressistes et les laïques. A quand les « moutons noirs » du PS ? (2) Cette fois-ci, la manœuvre ne se fait pas sur le dos des travailleurs mais sur celui de la jeunesse.

L. N. (gr. Pierre-Besnard - Paris)

(1) Le 17 mars à Broussais (Paris), le 2 avril à la clinique protestante de Nîmes, le 21 avril à l'hôpital Louis-Mourier à Colombes (Hauts-de-Seine), le 5 mai à Pau et à Lourdes, le 7 mai à Bagatelles à Bordeaux.
(2) Quel est le sens aujourd'hui d'un secrétariat aux Droits des femmes s'il n'a pas la maîtrise d'une telle campagne ? Véronique Neiertz aurait dû jouer sa démission.



La loi contre le harcèlement sexuel au travail vue par Mary.

Contre la réclusion criminelle à perpétuité

« Il s'agit tout simplement d'une alternative à la peine de mort avec la même signification »

A. Lazarus

Les condamnés de la Centrale de Saint-Maur s'organisent. Ils lancent un appel pour dénoncer la peine incompressible de trente ans, applicable en France. En effet, notre pays est en la matière le plus répressif au niveau européen. Voici l'essentiel du communiqué du collectif.

FIN 1991, un collectif de prisonniers, tous condamnés à la réclusion criminelle à perpétuité, a commencé à se créer à la centrale de Saint-Maur, ceci dans le but de dénoncer l'inhumanité de cette réclusion (la RCP), de dénoncer la peine de 30 ans incompressibles et de dénoncer les peines de sûreté. Le collectif s'est aussi créé pour s'élever, enfin, contre cet abus de pouvoir discrétionnaire, de non respect de la prééminence du droit, totalement contraires aux principes philosophiques des droits de l'homme et aux textes garantissant ceux-ci.

Le cri que nous lançons ne s'adresse, évidemment pas, au gouvernement français, leader de la répression pénale, mais aux pays, dits « libéraux », membres de la Communauté européenne.

Ce cri se concrétise, dans un premier temps, par le dépôt d'une requête destinée à interpellier la commission européenne des Droits de l'homme, sur l'application que fait la France de la réclusion perpétuelle comparée à la « moyenne en usage » dans la Communauté.

Les barbelés, qui baillonnent notre liberté d'expression, ne nous autorisent pas d'instruire personnellement contre l'autorité, et toutes les violations de nos droits, auxquels nous sommes soumis.

A l'appel que nous avons lancé, Maître Thierry Lévy (1) a immédiatement et favorablement répondu, affirmant sa ferme intention de lutter à nos côtés et de représenter les intérêts de notre collectif devant les hautes instances...

Dans un second temps, une association est née, dont le but est de nous épauler, mais aussi d'informer et de coordonner les mouvements du collectif. Il s'agit de l'Action pour l'abolition des longues peines (APALP). (2)

Pour une meilleure compréhension, il est maintenant nécessaire d'éclairer le sens de notre combat. Avec ses attentes, ses espoirs. Ce qu'il est souhaité et espéré de chacun...

La requête et l'association, bien qu'elles se complètent, sont considérées comme deux choses distinctes. La première concerne principalement la réclusion perpétuelle et la peine de 30 ans. Celle-ci étant le seul

« Le cri que nous lançons [s'adresse] aux pays, dits "libéraux", membres de la Communauté européenne. »

moyen d'interpeller la commission. La seconde, comme sa raison l'indique, est destinée à dénoncer le caractère inhumain et éliminatoire de toutes les longues peines. A ouvrir les yeux de ceux trop enclins, par leur mutisme, à favoriser une justice pour qui le droit n'est que l'expression du Pouvoir établi, et la prison, un des principaux instruments de la bourgeoisie, qui s'en sert pour défendre et protéger son pouvoir de classe dominante. A démontrer la destruction qu'engendre l'application d'un Code pénal uniquement fondé sur le principe du tout répressif.

La criminalité est internationale. Un grand nombre de phénomènes sociaux en déterminent l'évolution. Les infractions pénales revêtent donc le même aspect, quel que soit le pays... Pourtant, la justice, elle, est différente. De tous les pays européens, la France est également le leader de cette affolante réalité.

Pour un plus sûr équilibre de nos chances de victoire, alors qu'avec la prochaine ouverture de l'Europe, le terme « alignement commun » est dans tous les discours, il n'est pas négligeable pour nous de favoriser la polémique. D'inscrire notre action dans le mouvement d'ensemble qui, émanant de divers milieux sociaux, exprime de plus en plus fort des revendications spécifiques. Nos revendications sont des revendications de droit(s).

Equilibre de chances et de moyens, car il est évident que le collectif et l'association ne peuvent se limiter à la seule orientation d'une requête devant la commission européenne. Attendre que celle-ci suive son cours juridique... Nous ne pouvons pas (cela serait une erreur) nous borner uniquement à la compétence de ces Hautes instances, en

espérant qu'elles sauront raisonner le gouvernement français, et l'amener à un ajustement de son institution pénale.

A l'énoncé de nos droits figure celui d'exister. Ce qui signifie être autre chose qu'un matricule. Être tout simplement un homme. User, totalement, de deux facultés principales : penser et décider. Ceci implique de pouvoir manifester sa pensée et traduire ses décisions par des actes.

Chacun de nous se trouve concerné. Que la France s'aligne sur les autres pays de la Communauté, concernant la RCP, ne peut signifier qu'un nouvel échelonnement des peines. Il est donc dans l'intérêt de tous de participer activement à ce combat (...)

Notre propre force ne peut se caractériser que par des actions ponctuelles et simultanées dans un maximum d'établissements pénitentiaires. Notamment, dans un premier temps, des grèves de la faim collectives. Pour que le mouvement ne se disperse pas, la coordination doit être efficace et l'information circuler totalement. D'où l'intérêt de créer dans chaque centre un groupe chargé d'informer, de coordonner, d'éveiller la motivation, de réfléchir et de décider.

Il est également important qu'un ou deux détenus représentent le collectif de l'endroit, en désignant personnellement l'avocat, afin qu'un lien unisse chaque groupe et que l'information passe les murs sans ingérences censurales. Avocat et association centraliseront et propageront les idées et les décisions. (A la demande de Maître Lévy, il est souhaité que tous les perpétués désireux d'être représentés par la requête adressée à la commission, se signalent à lui par un courrier. Il est évidemment préférable de réunir le tout dans un même envoi, sous pli fermé. Evitant ainsi le veto de la censure. Actuellement, à Saint-Maur, nous sommes une quarantaine de signataires, ceci uniquement pour la requête...)

Il est primordial que le mouvement *intra muros* s'étende rapidement, ainsi que la mobilisation extérieure. Les divergences, qui émaillent la politique européenne, autant que la décrépitude des conditions de vie qui font que la prison, aujourd'hui plus que jamais, est partout dans le système, ne peuvent que s'avérer favorables à une prise de conscience globale.

Faire pression et susciter l'intérêt. Il suffit d'imaginer une grève de la faim entreprise par plusieurs centaines de prisonniers dans toute la France, soutenue par des personnalités, par les familles, les amis. La presse nationale et régionale s'en faisant l'écho... L'impact, non seulement pourrait s'avérer gênant pour le gouvernement, dans un moment où celui-ci manigance pour s'imposer comme le champion de la Communauté, mais également, pourrait amener les autres pays à s'interroger et imposer des conditions à la France, notamment celles d'un ajustement en matière de justice (...)

Ces prisons qui nous enferment à vie, sont bien autre chose qu'une simple privation de liberté. Ce n'est rien d'autre que mettre un être humain entre parenthèses, dans un vide où l'idée même de rachat est sans objet. Ce n'est qu'ajouter le crime au crime.

Y. G. (Collectif Saint-Maur)

(1) Maître Thierry Lévy, 22, rue Beautreillis, 75004 Paris.
(2) APALP, BP 92, 10003 Troyes.

COMMANDOS ANTI-IVG

SAMU à Pau, Lourdes, Talence et Les Lilas

Les opposants à l'avortement ne désarment pas. Partis en croisade dès fin 1989, ils continuent à sévir en France, sans, pour le moment, avoir été inquiétés. Le 5 mai, ils envahissent les centres d'interruption volontaire de grossesse de Pau et même de... Lourdes ! Le 7 mai, la clinique protestante de Bagatelle à Talence, près de Bordeaux, est occupée pour la seconde fois. Le 16 mai, c'est au tour de la maternité des Lilas (Seine-Saint-Denis), ceci pour la énième fois.

Ces opérations musclées, appelées SAMU à Pau et à Lourdes, c'est-à-dire « Sauvetage de l'avortement pour les mères en urgence », visent à empêcher les « meurtres d'enfants ». Les « envoyés de Dieu » agissent comme des « casques bleus entre l'avorteur et la victime », selon un même scénario : enchaînement à la table d'opération, stérilisation du matériel, fouille des dossiers administratifs et médicaux, invasion des chambres des femmes attendant une IVG, injures à l'encontre des consultantes (« criminelles ») et du personnel.

A Pau, dès 8 h 30, les opposants pénétraient dans le ser-

vice, s'enchaînant et bétonnant leurs entraves. Evacués par la police, ils y revenaient à midi. Les directives ministérielles, émanant du secrétariat aux Droits des femmes, des ministères de la Santé et de l'Intérieur, ont été appliquées, pour l'occasion, si bien que 31 personnes ont été entendues par la police, que l'hôpital a porté plainte en raison des dégâts occasionnés (20 à 30 000 F estimés, locaux impropres à leur utilisation pendant trois jours) et du choc psychologique éprouvé par les patientes et le personnel. Madame le Procureur s'est même déplacée sur les lieux ! Quatre fanatiques ont été inculpés de violation de domicile, votes de fait avec préméditation, dégradation volontaire de mobilier, et l'affaire sera jugée en correctionnelle le 15 juillet prochain. Une première affaire non classée donc, car jusqu'à présent, pour de mêmes faits, il n'y avait pas eu de poursuites. Résultat sans doute de l'action vigoureuse du collectif palois, dans lequel sont investis, entre autres, le Mouvement français pour le Planning familial et le groupe béarnais de la Fédération anarchiste.

L. N.

AUTOBIOGRAPHIE

« Dans la rue du sommeil rare »
Ingrid Naour, éd. La Table rase — Many

IL FAUT sans doute pas mal de talent pour qu'un récit introspectif ne tourne pas très vite au radotage ou à l'exposé de griefs contre la terre entière. Avec *Dans la rue du sommeil rare*, que viennent de publier conjointement les éditions de La Table rase et les éditions Many, Ingrid Naour parvient à relater sa vie, pas vraiment une vie rose, sans que le lecteur éprouve l'envie de fermer le livre avant la fin. « Les mots sont les seuls jouets que j'ai pu m'offrir », dit-elle. De ces mots, Ingrid Naour a fait des pierres, ces pierres qui pour certains enfants sont les uniques jouets, et avec lesquelles ils vont affronter le monde.

Quelques lecteurs se souviennent peut-être des *Lèvres mortes*, le premier volume de cette douloureuse autobiographie que les éditions Papyrus avaient publié en 1982 (et que les éditions de l'Instant avaient réédité en 1988). Ingrid Naour y décrivait son enfance, quelque part dans le bassin minier, près de Lens. Elle évoquait les « relations conflictuelles », c'est un euphémisme, avec son père, l'effacement de sa mère, toutes ces petites misères de la vie quotidienne, qui étaient en fait de véritables drames, ce sentiment terrible de souhaiter non pas mourir, mais plus modestement, cesser de vivre... Ceux qui ont lu ce livre, tous, n'ont pas manqué d'être ébranlés par l'absence de tristesse qui le caractérisait : pas de lamentation, mais quelque chose de plus fort, un désespoir qui menaçait d'éclater à chaque page... *Dans la rue du sommeil rare* est la suite de ce récit. L'auteur se démène toujours avec son passé, « [sa] timidité, [son] accent du Pas-de-Calais et [son] cheveu sur la langue ». « La solitude ne me sert pas d'antiseptique », avoue-t-elle. « Elle me titille les nerfs à vif et me tient debout. On a les béquilles que l'on peut ! ». Des béquilles, elle en possède même quelques autres : un compagnon qui la respecte au point de s'effacer lorsqu'il craint de la gêner (vivre en couple permet de savoir combien est rare cette délicatesse), un enfant dont la peau emprunte « à la nuit ses plus beaux atours ».

« On n'adopte pas un enfant, on est adopté par lui. »

« Jonathan, écoute les silences qu'aujourd'hui je perce pour toi. Tous deux nous avons pris le maquis. Ils ne nous retrouveront jamais ceux qui, dès la naissance, voulurent que je te cache comme un mal blanc, une tumeur maligne élevée dans mon sein comme un serpent. Je t'apprendrai à mordre sans être vu. »

Enfant noir. Livre noir. Mais le noir s'accorde avec toutes les couleurs et cette *Rue du sommeil rare* ne se termine pas en impasse. Pour désespéré qu'il soit, ce récit est aussi un bel appel à la révolte : contre l'injustice, contre ce que l'on nomme fatalité. Ingrid Naour, qui se plaint de n'avoir inspiré longtemps que des sarcasmes, gagnera la connivence de ses lecteurs, c'est certain.

Thierry Maricourt

Une nouvelle émission sur Radio Libertaire (89.4)

« Indiens sans plumes » est une émission allant à la découverte des luttes indiennes, noires et populaires en Amérique, animée par le Collectif Guatemala. Cette émission s'inscrit dans le cadre d'une solidarité active entre les opprimés d'Europe et d'Amérique, au-delà du folklore. Des infos spéciales, des dossiers, des invités (acteurs et témoins), des actions et des musiques seront à découvrir.

1492 : début du génocide ; 1992 : résistance internationale. « Indiens sans plumes » un dimanche sur deux de 20 h à 22 h. Première émission le 31 mai, avec pour invité : Rigoberta Menchú.

OPUSCULE À USAGE RÉCRÉATIF

« Le Bac sans peine »



Issue de la collaboration de Rolland Hénault (Guimou de la Tronche) et de notre dessinateur Nicolas Raletz, voici une brochure à l'usage des bacheliers pour le moins déconcertante. *Le Bac sans peine*, c'est son nom ! Sous-titrée *Passeport pour l'ANPE*.

Le Bac sans peine, Rolland Hénault et Nicolas Raletz, éd. La Saintonge, 48 pages.

Prix : 40 F (port non compris).

A commander à Nicolas Raletz, La Datcha, Puit-Neuf, 17500 Jonzac. (chèque à l'ordre de Nicolas Raletz).

POLAR

« L'outrage en plus »

Serge Livrozet, éd. Many

C'est très surprenant. Serge Livrozet nous a habitués à des livres fracassants sur la prison (*De la prison à la révolte*, *La rage des murs...*) ou à des essais politiques au vitriol (*Hurle*, *La dictature démocratique*).

Et voici qu'il publie un roman noir. *L'outrage en plus* (1) démarre un peu à la façon des *must* du genre policier et autres *thrillers*. Il nous rappelle Didier Daeninckx et Gérard Delteil. D'entrée, nous nous prenons au jeu. Le suspense est créé. Quelles que soient nos idées politiques, nous plongeons. Il a gagné. Nous ne pouvons plus nous arrêter. Nous suivons les personnages dans le déroulement de l'intrigue, qui est montée de main de maître.

Au fur et à mesure que nous avançons dans l'histoire, nous nous apercevons que nous connaissons bien cet univers. Même si les protagonistes échappent à nos repères habituels pour une partie d'entre eux, ce sont des privilégiés. Et, Serge Livrozet nous les décrit tels qu'ils sont : intéressés, lâches, arrivistes et dénués de tout scrupule. Dans ces milieux-là, tout est feutré. Personne n'élève la voix. On est bien éduqué. A la limite, si l'on a quelque ambition, on ne sera pas trop regardant sur les idées de tel ou tel comparse. Qu'importe même qu'il soit un ancien militaire de l'OAS.

Les « affaires », à ce niveau, ont des conséquences incalculables. C'est le prix à payer. La vie n'a plus tellement d'importance. Le héros du livre, Frank Capra, qui, lui, n'est vraiment pas un pourri, se fait happer dans l'engrenage. Les crapules qui mènent le jeu sont elles-mêmes embarquées dans une spirale qu'elles ne contrôlent plus. Tous paient leur tribut à la logique du crime.

Tandis que nous nous demandons avec inquiétude comment tout cela va se terminer, le héros craque. Serge Livrozet rappelle ses idées sur la justice et la prison, machines impitoyables pour les exclus et instruments sans faille des nantis, du pouvoir et de l'Etat.

De toute façon, le roman est très bien écrit. Nous retrouvons ce style fait de traits vengeurs, qui caractérisent le pamphlétaire, mais aussi de moments poétiques, empreints de tendresse et de sensibilité.

Le dénouement ne nous déçoit pas. Il nous dévoile que la saloperie de certains individus soi-disant respectables, est sans limite. L'auteur nous le rappelle, pour le cas où nous risquerions de l'oublier.

L'outrage en plus me semble avoir une vocation évidente. Prenant au jeu de l'intrigue et du suspense les lecteurs *lambda*, ce livre leur administre une magistrale démonstration politique. Les mécanismes de la société sont soigneusement démontés. Les projecteurs braqués. Sans le moindre discours, tout est clair. Après la lecture, reste l'action. Les amateurs de roman noir, déjà ébranlés par les auteurs de la nouvelle génération, pourraient bien être convaincus par Serge Livrozet. Surtout s'il récidive. Ce que nous souhaitons, en espérant que, pour nous libertaires, il continuera aussi à nous concocter régulièrement ses pamphlets politiques.

Jacques Lesage de La Haye

(1) Editions Many. Prix : 98 F. Vendu à la librairie du Monde Libertaire.

Ciné sélection

Cannes 1992
ou Christophe Colomb n'a jamais rien découvert



45^e FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM CANNES 1992 7 AU 18 MAI

Pour sa 45^e édition, le Festival international de Cannes n'a ni manqué de soleil ni de couverture médiatique. Point de départ de la saison touristique, cette manifestation est pour le cinéma ce que sont les Jeux olympiques pour le sport. Tous les ans, la foule se presse pour un spectacle avec ses rites, ses rythmes et son lot de frustrantes déceptions. Pendant une quinzaine de jours, la Croisette se transforme en vaste plateau télévisuel pour un événement cinématographique. Grande consommatrice de films, la télévision est devenue aujourd'hui productrice, distributrice et, pour certains, une entreprise de pompes funèbres. De pauvre saeur individuelle, elle est passée à l'état de pseudo *major compagny* loin d'Hollywood et de ses fastes légendaires. Naturellement, Cannes et son festival sont devenus en quelque sorte une vitrine spectaculaire. Bien sûr, on y voit des affiches publicitaires ; bien sûr, on y parle cinéma ; on entrevoit des étoiles, filantes le plus souvent, mais en « smoking ».

Mais où sont les films ? Après trois années de palmarès américain (avec en 1991 l'excellent *Barton Fink*), le cru 1992 aurait dû être différent et porteur d'espoir pour le 7^e art. Tout au moins pour la France. D'une certaine manière, il le fut. Pendant trois jours, « Ciné sélection » et son envoyé spécial ont été présents à Cannes, qui vivait dans l'attente de la distribution des palmarès. Heureusement, à l'inverse de festivals de moindre taille, l'aura de Cannes fait que de nombreux films, palmés ou non, sont distribués, donc visibles pour le plus grand nombre. Enfin, visibles, pour ceux qui vont encore dans les salles...

Voici notre palmarès, celui de la nouveauté et des sentiers non battus. En premier lieu, *Et la vie continue* d'Abbas Kiarastami, fiction documentée, qui réaffirme le talent riche et la puissance novatrice du cinéma iranien. Cannes lui a offert un esquimau. Il faisait partie de ces films non sélectionnés (par qui ?), mais dont la puissance de l'œuvre fut d'une telle évidence que les jurés faillirent se couvrir de ridicule. Même chose pour *Le Chêne* du Roumain Lucian Pintilie, mais pour lui aucune friandise. Hal Hartley, avec *Simple Man* resta longtemps un prétendant, mais il était écrit dans la formation même du jury que la palme 1992 serait européenne. Quant à Arnaud Desplechin, *La Sentinelle*, son premier long métrage, impressionnant, imaginaire, a divisé les journalistes et le jury. Très remarqué, il aura prochainement les faveurs de notre chronique. Comme le dernier film de Fernando Solanas, *Le Voyage*, mais aussi *L'Œil qui ment* de Raul Ruiz et *Leollo* de Jean-Claude Lauzon.

Le film de Ruiz est un mélange de poésie, d'imaginaire et de cinéma inventif. Mais cette intelligence est, paraît-il, trop pointue. Quant à *Leollo*, il est notre petit préféré. Il est le seul à nous avoir réellement plu et bouleversé. Après *Un 300, la nuit*, Jean-Claude Lauzon signe ici une œuvre rare et intime. Un jeune garçon rêve et écrit sa vie. Un ramasseur de vers (lire bouts rimés) recueille cette vie fragmentée et imaginaire, un roman familial typique dans un milieu familial tout aussi typique. Une fable très belle, cruelle, non dénuée de sens, qui hélas a laissé le jury de marbre. Lors de sa projection, la salle lui avait pourtant offert, debout, un long moment d'applaudissements... *De Leollo*, nous en reparlerons.

Les lumières de la Croisette se sont éteintes sur un palmarès très moyen. Or les films en compétition étaient loin d'être tous très moyens. Preuve que le cinéma, après la traversée du désert qu'étaient les années-pub (la décennie 80-90), renait. Mais aussi que le 7^e art, en crise, demeure un haut lieu de résistance à la fatalité et à la bêtise du monde de la consommation.

Salim de « Fondu au Noir »

Palmarès de Cannes 92

Palme d'or : *Les Meilleurs intentions*, de Bille August (Danemark).
Prix du 45e anniversaire du Festival à James Ivory pour *Retour à Howards End* (USA).
Grand Prix du jury : Gianni Amelio pour *Il Ladro di bambini* (Italie).
Prix d'interprétation féminine : Pernilla Ostergren-August pour son rôle dans *Les Meilleurs intentions*.
Prix d'interprétation masculine : Tim Robbins pour son rôle dans *The Player* de Robert Altman (USA).
Prix du jury ex aequo : *Songe de la lumière* (Espagne), de Victor Erice et *Une vie indépendante* (Russie) de Vitali Kanevski.
Prix de la mise en scène : Robert Altman pour *The Player*.
Palme d'or du court métrage : *Omnibus*, de Sam Karmann (France).
Prix spécial du jury du court métrage : *La Sensation*, de Manuel Poutte (Belgique).
Caméra d'or : *Mac*, de John Turrturo (USA).
Grand Prix de la commission supérieure technique : *Fernado Solanas* pour *Le Voyage* (Argentine).

RENDEZ-VOUS

BOURGOIN-JALLIEU
Durant le mois de juin, chaque vendredi de 18 h à 19 h et chaque samedi de 14 h 30 à 18 h, venez découvrir au local du collectif anarchiste et du groupe FA (situé au 20, rue Joseph-Seigner) une exposition de photos de V. Bourjallat sur l'Éthiopie.

CHARTRES
Le groupe Georges-Cochon rappelle qu'il tient une permanence chaque premier mercredi du mois à l'hôtel Malleyse entre 20 h 30 et 22 h.

GÉMENOS (Bouches-du-Rhône)
L'Union régionale Méditerranée organise les 6^e Rencontres libertaires les 11, 12, 13 et 14 juillet, au quartier du Vaisseau (RN 8), à Gémenos (près d'Aubagne).
Au programme : spectacles, débats, stands, bouffe, buvette... Camping assuré.
Toutes propositions de spectacles et suggestions seront les bienvenues jusqu'au 25 juin.
CECL, BP 54, 83501 La Seyne-sur-Mer cedex. Erratum à propos du FAX : (16) 42.01.32.43.

NANCY
Pour contacter le groupe Jean-Roger-Caussimont, écrivez au CRES, BP 47, 88130 Charmes.

SIGNES
Le groupe Région-toulonnaise tiendra un stand à la 4^e Foire biologique de Signes (Var), qui se déroulera le dimanche 7 juin de 8 h à 19 h. Au programme : spectacles, conférences, bouffe, buvette et nombreux stands. Entrée libre.

PARUTIONS

PIN'S
En soutien à ses activités, le groupe FA de Bourgoïn-Jallieu vient d'éditionner deux pin's : « Chat noir + "A" cerclé » et « "A" cerclé sur un mur de briques ». 25 F l'unité, 20 F par 10 exemplaires (avec possibilité de panache) - nous contacter pour prix par quantité. Pour toute commande, écrire à « Contre-Courants », La Ladrerie, 38080 Saint-Alban-de-Roche

PRESSE
Le n° 89 (mai 1992) de *Contre vents et marée* vient de sortir.
Vous pouvez l'acheter au prix de 5 F à « Contre-Courants », La Ladrerie, 38080 Saint-Alban-de-Roche, ou la librairie du Monde Libertaire. Soutenez *CVM* en vous y abonnant au prix de 50 F (les chèques sont à libeller à l'ordre de « Contre-Courants »).

BANDEAUX « LISEZ LE MONDE LIBERTAIRE »
Le groupe de Dieppe a édité 10 000 bandeaux, avec caractères noirs imprimés sur fond orange, sur le thème : « Lisez le Monde libertaire ». Ces bandeaux sont en vente au prix de 80 centimes l'unité pour des commandes inférieures à 250 exemplaires (attention, aucune commande en dessous de 50 exemplaires). Des lots de 250 bandeaux sont vendus au prix global de 140 F (port compris). Les chèques sont à libeller à l'ordre de l'APEL, BP 1042, 76205 Dieppe cedex.

Outre le groupe de Dieppe, la librairie du Monde Libertaire (145, rue Amelot, 75011 Paris) assure la vente de 7000 de ces bandeaux.

TEE-SHIRTS
Le groupe Région-toulonnaise a édité des tee-shirts (tailles : M, L, XL, XXL) : un « A » cerclé noir (sur maillot blanc) ; un globe d'où émerge un « A » (noir sur fond blanc) ; une étoile noire (sur fond blanc) ; deux enfants s'embrassant + « A » cerclé (rouge et noir sur maillot blanc) ; le kid (Chaplin) + « A » cerclé (rouge et noir sur maillot blanc). Prix à l'unité : 60 F, ou bien 50 F pièce à partir de 5 exemplaires (port compris). Les chèques sont à adresser à l'ordre du CECL, CECL, BP 54, 83501 La Seyne-sur-Mer cedex.

HISTOIRE D'UNE MIGRATION

« **Ils venaient d'Algérie** »
Benjamin Stora, éditions Fayard

Benjamin Stora vient de publier un nouveau livre : *Ils venaient d'Algérie* (1). Cette étude porte sur l'immigration algérienne en France de 1912 à 1992. L'auteur y présente les évolutions idéologiques de la communauté algérienne en France.

A LA VEILLE de la Première Guerre mondiale, des Algériens étaient déjà installés en France. S'ils rencontraient racisme et xénophobie, la préfecture ne les comptait pas comme « étrangers ». La guerre va entraîner des bouleversements. Leur comportement se modifie : ils revendiquent leur dignité. Après guerre, le nationalisme commence à germer. Celui-ci a pour origine les inégalités sociales entre « Français » et « indigènes musulmans ». Contre les projets assimilationnistes des gouvernements, les Algériens s'organisent, les « premiers porteurs de valise » les soutiennent. Dès 1923, note Benjamin Stora, la Fédération anarchiste met sur pied un comité d'action pour la défense des indigènes. En 1930, elle condamne le centenaire de la conquête de l'Algérie. L'auteur cite en exemple ce tract d'un militant algérien de la CGT-SR, Saïl Mohamed (lire ci-contre).

Le mouvement nationaliste naît sous l'impulsion de Messali Hadj et Ferhat Abbas. Après la Deuxième Guerre mondiale et la répression de Sétif du 8 mai 1945, le fossé est définitivement creusé. Le dialogue n'est plus possible, les organisations nationalistes s'implantent en France.

L'insurrection du 1^{er} novembre 1954 et le début de la guerre d'Algérie

accroît l'immigration. Le Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD) et le FLN s'affrontent. Les militants répartis par région luttent pour le contrôle hégémonique de la population immigrée. Le FLN finit par l'emporter en 1956/57.

La gauche parlementaire recherche - comme à son habitude - un interlocuteur officiel qu'elle trouve dans le FLN. La gauche révolutionnaire et les anarchistes participent au soutien de l'ensemble des Algériens par le biais de différents comités.

Une fois le Mouvement nationaliste algérien (MNA) éliminé, le FLN s'assure le contrôle de l'immigration (2). Sa Fédération de France brave la répression pour financer la lutte en Algérie et peser sur l'opinion française.

Après les accords d'Evian, et contrairement à la volonté du FLN, l'immigration s'installe de façon définitive...

Un livre pour mieux comprendre le phénomène migratoire et mieux combattre ceux qui veulent les immigrés expulser.

Sylvain Eischenfeld
(gr. Flores-Magón - Paris)

- (1) *Ils venaient d'Algérie*, Ed. Fayard. Prix : 140 F. En vente à la librairie du Monde Libertaire.
- (2) Le MTLD et le MNA sont deux partis fondés par Massali Hadj.

Tract « Aux travailleurs algériens »
in le *Combat syndicaliste*, organe de la CGT-SR
du 25 janvier 1935, n° 90

Bravo ! Tu commences à te réveiller, tu entres dans la lutte sociale après avoir compris que tu es trop opprimé. Mais, hélas ! croyant te libérer de la peste française qui te ronge, tu veux te rejeter vers le choléra islamique, qui te détruira pareillement, ou vers la politique, qui te dévorera.

Que veulent de toi les charlatans qui t'entourent ?
Tous ont un même but : républicains et communistes, royalistes ou fanatiques des diverses religions, tous cherchent à vivre de la sueur de ton front et à te tenir dans l'esclavage le plus éhonté et le plus misérable.

Ils te prêchent chacun à leur manière mais leurs méthodes sont les mêmes : te tenir sous leur autorité pour te gouverner et t'exploiter sans vergogne.

Anarchistes, nous te disons : « A bas tous les gouvernements et tous les exploités, qu'ils soient roumis ou musulmans, car tous veulent vivre sur le dos des travailleurs. Qu'ils s'appellent Daudet ou Herriot, Blum ou Cachin, La Roquette ou Sidi Abdallah, tous sont des politiciens qui cherchent leurs intérêts et non le tien. »

Les pauvres n'ont ni Dieu, ni Maître, ni Patrie, et tu es parmi ceux qui sont le plus frappés par la vindicte capitaliste, religieuse ou politicienne qui rançonne votre crédulité : ne craignez pas les brimades des gouvernants cyniques de la III^e République. Le droit à la lutte ne se donne jamais, mais il se prend. Brisez ces lourdes chaînes qui vous retiennent dans l'esclavage, refusez votre confiance aux gouvernants qui, après avoir volé votre terre natale, vous traquent en France pendant qu'ils ouvrent les bras aux fascistes d'Italie ou d'ailleurs.

Et si l'on veut vous entraîner dans des aventures guerrières, souvenez-vous des cent mille des vôtres qui furent assassinés sur les champs de bataille pour défendre de prétendus droits que l'on vous refuse maintenant.

Ne craignez ni violence, ni prison, lutez sans relâche contre tous les régimes autoritaires, car ils sont toujours basés sur l'exploitation de l'homme par l'homme.

A bas tous les esclavagistes quels qu'ils soient !
A bas tous les dictateurs ! A bas toutes les patries !
Ni Dieu, ni Maître !
Vive l'Anarchie !

Groupe anarchiste des Indigènes algériens
Pour le groupe : Saïl Mohamed

Document emprunté à l'ouvrage *Ils venaient d'Algérie*, avec l'accord de l'auteur.

Le dessin de la semaine

LES URNES ONT RENDU LEUR VERDICT EN AUTRICHE



Elections présidentielles autrichiennes.

SOMMAIRE

- PAGE 1 : Sauvons la planète (suite p. 3), La révolte des laissés-pour-compte (suite p. 2), Edito : Exit Tapie !
- PAGE 2 : La révolte des laissés-pour-compte (suite de la « une »), Le Plan Tapie.
- PAGE 3 : Sauvons la planète (suite de la « une »), Rassemblement en vallée d'Aspe, Associations, Echos de presse, Nouvelles du front.
- PAGE 4 : Les conditions de vie dans les territoires occupés par Israël (I), Les Palestiniens et « le Monde », Brèves internationales.
- PAGE 5 : Ex-URSS : quelle était rouge ma vallée, Italie : « Non à la répression ! », La Suisse candidate au FMI.
- PAGE 6 : Pour ne penser qu'à l'amour, Commandos anti-IVG : SAMU à Pau, Lourdes, Talence et Les Lilas, Contre la réclusion criminelle à perpétuité.
- PAGE 7 : « Dans la rue du sommeil rare » d'Ingrid Naour, « L'outrage en plus » de Serge Livrozet, Ciné sélection : Canne 92.
- PAGE 8 : « Ils venaient d'Algérie » de Benjamin Stora, Infos FA.

La Fédération anarchiste vous intéresse, n'hésitez pas à prendre contact en écrivant aux Relations intérieures de la FA, 145, rue Amelot, 75011 Paris.